

France - Algérie : une relation diplomatique au point mort

L'arrestation de l'écrivain franco-algérien intervient dans un contexte diplomatique tendu entre les deux pays historiquement liés. Ces dernières années, des signes évidents témoignent de la distance qui se creuse entre Paris et Alger.

Selon plusieurs médias, Boualem Sansal aurait été arrêté le 16 novembre à son retour de France. Pourtant, la presse algérienne n'a confirmé cette information que le 22 novembre. Le flou autour des raisons de l'incarcération de l'auteur démontrent une relation glaciale entre la France et l'Algérie.

Les tensions entre les deux pays existent depuis des décennies, et sont liées au passé colonial et à la guerre d'indépendance algérienne. En France comme en Algérie, cette histoire partagée est un sujet sensible pour une partie importante de la population. La relation bilatérale est réduite au strict minimum et, avec ce nouvel épisode, la crise semble plus profonde que les brouilles passagères de ces dernières années.

Un compromis Maroc-France

Fin juillet dernier, Emmanuel Macron a provoqué un retour en arrière dans la relation avec l'Algérie en cédant à la pression marocaine dans le dossier sahraoui. Le président français a adressé une lettre au roi Mohammed VI, dans laquelle il affirme que *"le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine"*. Par cet acte, il assume son soutien au plan marocain d'autonomie du Sahara occidental, déposé à l'ONU en 2007, pour mettre fin à l'impasse de plus de trente ans sur le statut de l'ancienne colonie espagnole, annexée par Rabat en 1975.

A l'époque, ce rattachement au territoire marocain a été refusé par le Front Polisario, un mouvement politique indépendantiste local, soutenu par l'Algérie. Une guerre a opposé le Front Polisario et le Maroc pour cette zone riche en ressources jusqu'en 1991, date de l'instauration d'un cessez-le-feu négocié sous l'égide de l'ONU. Mohamed Sidati, le haut responsable du Front Polisario, a condamné la déclaration d'Emmanuel Macron, estimant que la France soutenait *"l'occupation violente et illégale du Sahara occidental"*.

De son côté, l'Algérie a décidé de retirer *"avec effet immédiat"* son ambassadeur à Paris, en signe de protestation. Encore aujourd'hui, l'Algérie est toujours sans ambassadeur à Paris alors que la capitale française devait accueillir le président algérien au début du mois d'octobre. En adoptant cette position, la France *"bafoue la légalité internationale, prend fait et cause pour la négation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et se démarque de tous les efforts patients et persévérants déployés par les Nations unies"*, a déclaré le pays dans un communiqué.

La montée de l'extrême-droite française

La politique maghrébine, soit la relation avec Alger et Rabat et la position vis-à-vis du dossier sahraoui, est aussi un enjeu de politique intérieure en France. Le penchant droit de l'échiquier politique français a toujours mis la pression sur l'exécutif pour l'encourager à réajuster en faveur du Maroc sa politique maghrébine, jugée plus favorable à l'Algérie notamment à cause de la question mémorielle.

Avec un gouvernement actuel positionné à droite, le message envoyé par le président Macron n'est pas positif pour la relation avec l'Algérie. La nomination de Bruno Retailleau au

ministère de l'Intérieur, favorable à l'abrogation de l'accord de 1968, qui régleme la circulation, l'emploi et le séjour des ressortissants algériens en France, témoigne de la fracture avec la société algérienne. Également hostile au projet de réconciliation des mémoires de la colonie française en Algérie, l'ex président Les Républicains au Sénat avait écrit sur Twitter : *“Rien de bon pour la France ne sortira de l'obsession mémorielle que nourrit Emmanuel Macron sur la guerre d'Algérie”*, après la visite d'Emmanuel Macron en Algérie, en août 2022.

La situation actuelle donne à l'Algérie un avant-goût de ce que sera sa relation avec la France si l'extrême droite accède au pouvoir en 2027. Dans cette vision, l'Algérie doit se préparer à une probable rupture des relations avec la France.

Thibault JEANPIERRE